

Élections municipales à Nice
LES 15 ET 22 MARS 2020

VIVA!

DÉMOCRATIE
ÉCOLOGIE
SOLIDARITÉ

PROGRAMME

UN AUTRE MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT URBAIN

NOTRE CONCEPTION DE L'ÉCOLOGIE ?

Pour ViVA! c'est faire face à trois urgences qui sont liées : l'urgence climatique, l'urgence sociale et l'urgence démocratique. Un aménagement urbain qui ne tiendrait pas compte de ces 3 aspects serait schizophrénique, incohérent et voué à l'échec. C'est exactement le bilan de C. Estrosi pointé ci-dessus et ViVA! est en rupture complète avec cette conception de l'aménagement.

Un aménagement urbain écologique doit tenir compte du bien-être des populations, de leur santé et de leur avenir. Afin de relever ces défis, il faut donc limiter drastiquement les émissions de gaz à effet de serre pour lutter contre les dérèglements climatiques tout en anticipant les bouleversements (Nice ville résiliente) , mais agir aussi sur les pollutions atmosphériques.

Un des leviers est de réduire la place des véhicules les plus polluants et des voitures individuelles (carburant aux énergies fossiles). ViVA! s'engage à accompagner les Niçois et les Niçoises dans cette transition par une politique volontariste et des mesures concrètes, qui ne lèsent pas les plus démunie-es.

Pour réduire le nombre de voiture individuelles :

- ViVA! encouragera **l'autopartage et le covoiturage** (dispositif municipal comme celui que nous avons proposé pour les locations de logements saisonniers, créations d'aires dédiées).
- **Généralisation du 30 km/h** en ville pour créer des zones de circulation apaisées.
- ViVA! **modérera la place accordée à la voiture**, en consacrant plus d'espaces aux piétons, aux vélos et aux transports en commun. Nous pourrions aussi piétonniser des zones comme les alentours de certaines écoles soit de façon pérenne, soit à certaines heures (zones à faible émission à définir en concertation avec les habitant-es, selon les caractéristiques des quartiers).
- ViVA! **accompagnera et valorisera les professionnel·les** (artisan·es ,commerçant·es, livraisons, profession libérale, entreprises ...) qui remplaceront leurs véhicules polluants par des véhicules à faible émission (dont vélos-cargos quand cela est possible).
- Et enfin **ViVA! fera preuve d'exemplarité** en renouvelant toutes les flottes municipales, puis métropolitaines.

Pour être à la hauteur des enjeux climatiques et de santé publique, il est nécessaire également de **réduire massivement les pollutions** des eaux, des terres, la pollution sonore et les pollutions de l'air. Parce qu'il n'y a pas que la question du CO2 mais aussi du dioxyde d'azote, de l'ozone , des particules fines... que devraient mesurer les **capteurs de pollution**. Mais à Nice, il n'y en a que 4, dont 1 dans le jardin botanique qui sert essentiellement de jauge ! S'il y en a si peu c'est un choix politique ! **On en demande au moins un par quartier avec publication des mesures en temps réel.**

500 morts prématurées par an liées à la pollution atmosphérique c'est inacceptable ! Il y a une urgence sanitaire à protéger les populations les plus vulnérables. La question des transports est donc centrale. C'est pourquoi la liste Viva ! s'est mobilisée en toute priorité contre le projet l'extension du terminal 2 de l'aéroport de Nice et a mis la question de cette l'extension au cœur de la campagne municipale,

À propos de l'aéroport, un petit rappel :

Dans un contexte d'urgence à limiter les GES et les pollutions, Christian Estrosi, la droite, la CCI et les actionnaires de l'aéroport ont eu l'idée aberrante du projet d'extension supplémentaire du terminal 2 de l'aéroport.

Privatisé en 2016, l'aéroport de Nice est contrôlé à 64 % par un consortium qui cherche encore à faire toujours **plus de bénéfices au détriment des populations**. Pour cela, ils veulent agrandir l'aéroport et construire une nouvelle structure capable d'accueillir jusqu'à 6 avions classiques et jusqu'à deux très gros porteurs comme l'A380. C'est une opération de très grande envergure aux chiffres très alarmants : accueillir 18 millions de passager-es en 2022 et 21 millions en 2030 (contre 13,25 millions en 2018)... soit une augmentation de 30%, puis 50% de la fréquentation !

ViVA! s'oppose à ce projet sur 3 aspects :

Sur le plan environnemental et écologique, le projet d'extension du terminal 2 est une aberration : Si les États continuent à ne rien faire face à l'urgence climatique, les risques d'inondation de l'aéroport vont se multiplier et l'aéroport sera englouti dans 50 ans. Dans l'immédiat, ce projet aggraverait une situation déjà insupportable pour les riverain-es de l'aéroport : encore plus de nuisances sonores et olfactives, encore plus d'odeur de kérosène, encore plus d'embouteillages, de circulation automobile, de pollution, encore plus de déchets à recycler et une atteinte irréversible aux écosystèmes environnant (Zone Natura 2000). Ce serait une dégradation supplémentaire des conditions de vie et de la santé publique de toutes et de tous, et en particulier des enfants et des personnes âgées, sans pour autant améliorer en quoi que ce soit le bien vivre des Niçoises et des Niçois. **Définitivement l'écologie n'est pas compatible avec le capitalisme.**

1. D'ailleurs, sur le plan économique et social l'extension est une contre-productive. Le but avec cette extension est d'augmenter davantage encore le nombre de passager-es et de touristes, dans une fuite en avant irresponsable vers un sur-tourisme qui à terme va être un handicap. Trop de tourisme tue le tourisme. Les touristes de demain ne souhaitent pas les embouteillages infernaux, les files d'attente exaspérantes et la pollution permanente. La logique du sur-tourisme rend notre économie encore plus dépendante. C'est l'enfermement dans une dangereuse mono-activité économique qui fait que si la destination Nice tombe (par exemple à cause d'une pandémie de coronavirus) c'est toute l'économie locale sera à l'arrêt.

2. Sur le plan social et celui de la solidarité, les conséquences sont lourdes. Des emplois en grande majorité précaires, sous-payés et contribuant à renforcer les inégalités sociales déjà criantes sur la Côte d'Azur. Le sur-tourisme, ce serait aussi une hausse de la spéculation immobilière par l'augmentation du prix d'achat au m² ou des loyers. Alors que les hôtels ont un taux de remplissage quasi complet, ce sera, faute d'un véritable encadrement, la multiplication des abus dans le développement du phénomène type AirBnB avec comme conséquence la réduction du nombre de logements disponibles et une pression à la hausse des loyers donc du mal logement pour les habitant-es. **Le tourisme que nous voulons c'est un tourisme vert, responsable, durable, créateur de vrais emplois et un véritable encadrement des locations touristiques pour empêcher la dérive spéculative.**

3. Enfin, sur le plan de la démocratie, c'est un nouveau déni.

Le maire de Nice a organisé une enquête publique bâclée, limitée dans le temps et sans permettre qu'un vaste débat citoyen et contradictoire s'engage. L'avis largement opposé de la population n'a pas été pris en compte ! Le préfet a accordé l'avis de construction et le référé déposé par des associations au Tribunal Administratif a été rejeté. ViVA! a lancé en décembre une pétition pour demander un referendum populaire sur l'extension de l'aéroport et un vrai débat démocratique. Il s'agit d'une «question locale ayant une incidence sur l'environnement» comme pour Notre-Dame-des-Landes. Elle a recueilli presque 14 000 signatures en un temps record. D'ailleurs vous pouvez la signer en allant sur notre site !

ViVA! veut la fin des projets et infrastructures qui augmentent les émissions de gaz à effet de serre, les pollutions et qui font reculer la biodiversité.

L'aménagement urbain écologique que nous voulons c'est exactement l'inverse de ce qui a été fait dans la basse vallée du Var, l'imposture écolo d'Estrosi, « l'Eco Vallée » ! Sous prétexte d'une meilleure cohérence de l'aménagement de la plaine du Var, une Opération d'intérêt national (OIN) a été mise en place, un outil d'aménagement confisquant toute possibilité aux populations de s'exprimer sur la question mais qui permet des financements. Estrosi voulait en faire son modèle de développement écologique, le cœur d'une métropole entre Gênes et Barcelone, la porte d'entrée de la France... Nous étions de celles et ceux qui avons dénoncé ce projet dès le début en 2007-2008. Nous en avons fait une question centrale à toutes les élections et nous avons lutté par les

moyens possibles parce que ce projet était non seulement anti écologique mais aussi anti démocratique puisque tout s'est décidé dans la plus grande opacité. Et en plus malgré l'OIN, il n'y a aucune coordination mais **une juxtaposition de grands chantiers**, l'intérêt est celui des financiers et de la marchandisation. La technique est bien rodée, on fait le grand stade et des centres commerciaux, il y a des embouteillages, on fait une voie de 40 m, on accélère la construction du tram (au dépend de l'Ariane...). Le Marché d'intérêt national (MIN) est délocalisé sur des terres fertiles, il y aura des embouteillages, on fera un nouveau pont et ainsi de suite... Ce projet prétendument écologique a conjugué le béton à outrance de la plaine du Var, l'artificialisation des sols, la confiscation des dernières terres fertiles (les plus fertiles du département). Tout cela au mépris des risques naturels, de la pollution (notamment des nappes phréatiques) et de la biodiversité. VIVA! a combattu et nous combattons toujours ce type de développement car nous nous inscrivons dans une logique de **coopération entre les territoires** et non de mise en concurrence des uns contre les autres, comme le fait C. Estrosi en jouant l'OIN contre Sophia Antipolis ou en créant de soi-disant « écoquartiers » conçus hors d'une vision globale de la cité. Cet aménagement a donné la prime aux centres commerciaux et bureaux, aux immeubles construits à la va vite, sans cohérence architecturale, et on a, au final un boulevard de béton et au bout IKEA... IKEA (ni modèle social ni écologique) dans la plaine du Var drainera 1,2 millions de consommateurs par an qui ne viendront pas en vélo... et c'est aussi la multiplication des implantations ou extensions de grandes surfaces qui détruisent le commerce de proximité. Halte à l'hypocrisie, l'OIN est la plus **grande imperméabilisation** des sols depuis des décennies. Estrosi a déclaré dans une interview à LCI récemment qu'il fallait débétonner, eh bien, chiche, qu'il commence par ses propres constructions dans la plaine du Var !

Pour un aménagement écologique, nous exigeons un moratoire (arrêt immédiat) sur les constructions dans la plaine du Var, un vrai débat démocratique et les décisions prises en concertation avec les habitant·es.